

Un appel du bureau national du POID

Empêcher la catastrophe qui menace

Une catastrophe certaine menace notre pays.

À la crise sanitaire qui frappe le pays se combine la destruction d'un demi-million d'emplois en deux mois. Dans les prochaines semaines, ce sont des millions d'emplois qui pourraient être détruits, de l'aveu même des patrons et du gouvernement. À cela s'ajoute la crise alimentaire qui voit des familles, de plus en plus nombreuses, dans l'incapacité de nourrir correctement leurs enfants. À quoi s'ajoutent les attaques contre les droits démocratiques.

Une catastrophe certaine menace notre pays. Tout le monde le sait. Mais rien n'est fait pour l'empêcher. Pire encore : le gouvernement et le Medef en profitent pour passer à l'offensive contre tous les acquis ouvriers et démocratiques. En particulier, ils veulent profiter de cette crise pour déréglementer et allonger la durée légale du travail (notamment par la généralisation du télétravail déréglementé) et précipiter une faillite artificielle de la Sécurité sociale pour pouvoir la liquider, et tout cela afin d'aggraver l'exploitation des travailleurs.

À gauche, les députés des partis – Parti socialiste, Parti communiste, La France insoumise – ont voté, comme leurs collègues, macronistes, de droite et d'extrême droite, à l'Assemblée nationale, le 19 mars, la loi budgétaire soumise par le gouvernement offrant 343 milliards d'euros aux banquiers et aux capitalistes.

343 milliards d'euros : une aubaine pour les patrons. D'une main, ils empochent les milliards, de l'autre, ils multiplient les plans de restructuration. Le Medef et ses

représentants prétendent qu'il n'est pas possible de faire autrement. À gauche, les dirigeants des partis émettent des critiques, mais ils restent silencieux sur leur propre vote des 343 milliards. Ces mêmes dirigeants multiplient des initiatives et des appels divers dans lesquels ils formulent des propositions sur ce qu'il faudrait faire s'ils étaient au gouvernement. Mais ces propositions s'inscrivent dans le respect des institutions de la Ve République et de leur calendrier : les élections (présidentielle et législatives) auront lieu en mai et juin 2022. Faudrait-il donc que durant deux ans encore Macron ait les mains libres pour continuer sa politique désastreuse de destruction ?

Il y a urgence à empêcher la catastrophe. Non pas en 2022, mais maintenant, tout de suite ! Les mesures pour cela sont connues de tous : décréter l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les salaires et revenus pour les travailleurs ; assurer la distribution gratuite et massive des masques et autres moyens de protection et dépistage ainsi que des denrées alimentaires nécessaires à la population ; retirer tout de suite toutes les contre-réformes en cours (celle des retraites, de l'assurance chômage, du baccalauréat) ; bloquer la prétention du gouvernement et du Medef à remettre en cause la durée légale du temps de travail et à généraliser la flexibilité.

Oui, les mesures nécessaires sont connues de tous. Elles passent par l'arrêt des privatisations et la renationalisation des services publics détruits. Elles passent par le recrutement des dizaines de milliers de personnels soignants nécessaires pour ne pas être soumis à une nouvelle

catastrophe sanitaire, l'arrêt de toutes les restructurations des hôpitaux et la réouverture des services et des lits. Elles passent par l'embauche par dizaines de milliers d'enseignants nécessaires pour organiser le rattrapage scolaire et l'annulation de toutes les fermetures de classe et d'école.

Pour cela, il est indispensable que soient confisqués les 343 milliards (devenus entre-temps 400 milliards). Indispensable aussi de procéder à la nationalisation sans indemnités ni rachat du système bancaire, condition d'une relance de l'économie qui part de besoins de la population et non des exigences de profit des capitalistes.

Que toutes les organisations qui se revendent de la classe ouvrière s'accordent sur un plan de lutte et de mobilisation pour imposer de telles mesures d'urgence ; qu'elles affirment qu'elles n'hésiteront pas à poser la question du pouvoir sous la forme d'un gouvernement d'unité ouvrière rassemblant les organisations et les représentants de travailleurs afin d'imposer ce programme d'urgence et de rupture. Nul doute que les travailleurs et la jeunesse répondraient avec enthousiasme à un tel appel à agir et s'organiser pour que l'emportent leurs besoins vitaux. Dans ces conditions, la catastrophe peut être empêchée.

Pour cela, bien sûr, on ne peut pas s'en remettre à Macron. Il faut au contraire rompre avec lui et sa politique, sans attendre, non pour le remplacer par un

autre «homme providentiel» dans deux ans, mais pour en finir avec la V^e République, ce régime autoritaire et autocratique, et convoquer l'Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple définira lui-même ce que doit être la démocratie, sans hésiter à remettre en cause le carcan de l'Union européenne et de ses traités.

Telle est l'orientation du Parti ouvrier indépendant démocratique. Le bureau national du Parti ouvrier indépendant démocratique propose que dans les prochaines semaines se tiennent des assemblées de discussion dans tous les départements et dans toutes les villes autour des propositions du POID et de *La Tribune des travailleurs*. Il s'agira d'aider à rassembler la force qui combat pour l'unité, pour ouvrir la voie à la rupture, empêcher la catastrophe, permettre une issue ouvrière à la crise. Pour les adhérents du POID, ces discussions s'inscrivent dans la préparation de leur congrès convoqué en septembre. Ce sont aussi les réunions auxquelles tous les lecteurs de *La Tribune des Travailleurs* sont conviés sans autre préalable que l'intérêt qu'ils porteront à cette discussion nécessaire pour sauver le pays, les travailleurs et la jeunesse de la catastrophe qui se dessine, ouvrir la voie à l'unité ouvrière et, pour ce qui nous concerne, renforcer le parti ouvrier nécessaire à la victoire.

**Adopté à l'unanimité
par le bureau national élargi
16 mai 2020, 18 heures**



Je souhaite adhérer au Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom :

Adresse : Code postal :

Ville : E-mail :